

DÉCLARATION DE LA COALITION DU SUD GLOBAL POUR LES DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS ET LA JUSTICE DU DÉVELOPPEMENT



La fausse dichotomie entre les droits et le développement lors de la réunion de haut niveau sur le VIH et le sida

Lors de la séance de clôture de la réunion de haut niveau des Nations unies sur le VIH et le sida, le 23 juin, l'Assemblée générale a voté et adopté la Déclaration politique 2026. Ce document a largement maintenu sa ligne de conduite sur de nombreuses questions clés, en réaffirmant les objectifs définis dans la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et en s'engageant à faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs (DSSR), à protéger les droits humains des personnes vivant avec le VIH et des populations clés, à s'attaquer aux obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services et à améliorer l'accès aux médicaments et aux technologies. Cependant, les négociations, les derniers amendements et les votes ont mis en évidence des divisions profondes et persistantes sur, d'une part, le soutien à l'égalité des genres, aux DSSR et aux droits humains et, d'autre part, la justice en matière de développement. Comme le souligne la [Déclaration des peuples sur le VIH et le sida](#), l'accord final ne parvient pas à répondre aux crises qui fragilisent la riposte au VIH, crises précipitées par le désengagement, soudain et sans précédent, de l'aide au développement par les gouvernements donateurs et par l'impact croissant des mouvements anti-droits.

Les clivages Nord-Sud sur les questions des droits de l'homme, y compris les droits sexuels et reproductifs, et la justice en matière de développement, qui sont au cœur de cette négociation politique, ne sont pas nouveaux. Ils se sont accentués au cours des dernières années, ce qui n'a pas permis d'aboutir à un résultat, lors de la [59e](#)

session de la Commission de la population et du développement de cette année ; à, pour la première fois, un vote pour adopter les conclusions de la 70e session de la Commission de la condition de la femme ; et à des négociations prolongées sur l'annexe relative à l'accès aux agents pathogènes et au partage des avantages de l'Accord sur les pandémies, en raison de la réticence du Nord global à transférer les technologies et assurer l'accès aux médicaments.

Dans le cadre des négociations sur le VIH, un groupe de pays du Sud global - Brésil, Colombie, Mexique, Philippines, Afrique du Sud, Thaïlande, Ukraine et Uruguay - a systématiquement défendu l'ensemble des droits humains, y compris les droits sexuels et reproductifs (DSSR) et la justice en matière de développement, en s'appuyant sur leurs réalités nationales et leur solide expérience de ce qui est nécessaire pour mettre fin à la pandémie du sida.

Les pays du Nord, notamment l'Union européenne, le Japon, la Suisse et le Royaume-Uni, ont fermement maintenu leur position sur les droits sexuels et reproductifs, le genre et les populations clés, mais ils ont cherché à imposer un discours de plus en plus restrictif sur le transfert de technologies et des références limitées à l'aide au développement.

Un autre groupe de gouvernements du Sud, comprenant le Bangladesh, la Biélorussie, le Burkina Faso, le Burundi, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Indonésie, l'Iran, la Libye, la Malaisie, le Mali, la Namibie, le Niger, le Nigeria, le Paraguay, l'Arabie saoudite, le Sénégal, la Syrie, la Turquie, la Tanzanie et l'Ouganda, ainsi que la Fédération de Russie et le Saint-Siège, a fortement plaidé en faveur d'un large accès au financement, aux médicaments et aux technologies. Ces pays ont, en revanche, exigé, avec la même vigueur, la suppression de toute mention relative aux droits humains, à l'égalité entre les sexes, aux droits sexuels et reproductifs et aux programmes de lutte contre le VIH fondés sur des données probantes.

Les États-Unis ont fait cavalier seul, s'efforçant d'affaiblir les engagements, tant en matière de droits de l'homme que de justice de développement.

En fin de compte, la Déclaration politique a été adoptée par un vote de **149 voix en faveur, huit contre et quatorze abstentions**, à la suite d'amendements qui ont renforcé les propos sur le transfert de technologie et rétabli les références aux populations clés et aux violence basées sur le genre. Des pays des deux blocs se sont désolidarisés des paragraphes avec lesquels ils étaient en désaccord.

Les positions que les gouvernements ont adoptées sur ces questions à l'ONU, à New York et Genève, ne relèvent pas de simples postures politiques. Elles entraînent des conséquences réelles et néfastes sur la santé, le bien-être et les droits humains des personnes vivant avec le VIH ou des populations qui en sont affectées.

Selon des estimations récentes de l'[OCDE](#), le financement de la riposte au VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire est en chute libre et devrait baisser, en 2026, à moins de la moitié des niveaux de 2024. Ces réductions se [traduisent](#) déjà par la fermeture de programmes de prévention menés par les communautés, des interruptions dans les services de santé, un accès réduit au traitement du VIH et un soutien amoindri aux programmes de lutte contre les inégalités de genre, la violence, la stigmatisation, la discrimination et d'autres obstacles liés aux droits humains, ce qui touche particulièrement les populations clés, ainsi que les adolescentes et les jeunes femmes. Parallèlement, les perspectives offertes par de nouvelles options efficaces de prévention et de traitement à action prolongée, comme le Lénacapavir, sont compromises par des coupes budgétaires et des politiques qui entravent l'accès aux médicaments et aux technologies de santé.

Dans le même temps, les mouvements anti-droits intensifient leurs attaques politisées contre la santé et les droits sexuels et, notamment, les communautés LGBTQI, les travailleurs et travailleuses du sexe, les consommateurs et consommatrices de drogue, les personnes incarcérées et celles vivant en milieu fermé, ainsi que les migrantes et migrants. Ces attaques [entraînent une recrudescence](#) des lois punitives et restrictives, accroissant le risque d'infection et la vulnérabilité au VIH des personnes les plus exposées. Tout cela se déroule dans un

contexte de discussions de haut niveau sur la dissolution de l'ONUSIDA, le principal organisme des Nations unies mandaté pour orienter et diriger la riposte mondiale au VIH.

Comme le démontrent les impacts croisés de ces crises, nous ne pouvons pas mettre en place une riposte efficace au VIH sans protéger les droits humains, y compris les droits sexuels et reproductifs, et sans instaurer la justice en matière de développement. Le cynisme des gouvernements qui ont instrumentalisé ces enjeux, en les opposant les uns aux autres, lors des négociations de la Déclaration politique de 2026 sur le VIH et le sida, a empêché l'accord d'atteindre l'ambition nécessaire pour inverser les récents reculs. Si nous voulons nous remettre sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs de développement durable visant à mettre fin au sida d'ici 2030 et à garantir l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive ainsi qu'aux droits reproductifs, la fausse dichotomie entre ces questions doit impérativement cesser.

Voting Started

6/23/2026

3:58:01 PM

Item 10 - A/80/L.79 as amended

Political Declaration on HIV/AIDS: United to End AIDS by 2030



AFGHANISTAN	+	CAMEROON	+	FINLAND	×	KUWAIT	+	NEPAL	×	SAUDI ARABIA	+	UKRAINE
ALBANIA	+	CANADA	+	FRANCE	+	KYRGYZSTAN	+	NETHERLAN...	-	SENEGAL	+	UNITED ARA...
ALGERIA	+	CENTRAL AF...	+	GABON	+	LAO PDR	+	NEW ZEALAND	+	SERBIA	+	UNITED KING...
ANDORRA	+	CHAD	+	GAMBIA	+	LATVIA	+	NICARAGUA	+	SEYCHELLES	+	UNITED REP T...
ANGOLA	+	CHILE	+	GEORGIA	+	LEBANON	+	NIGER	-	SIERRA LEONE	-	UNITED STAT...
ANTIGUA-BA...	+	CHINA	+	GERMANY	+	LESOTHO	+	NIGERIA	+	SINGAPORE	+	URUGUAY
ARGENTINA	+	COLOMBIA	+	GHANA	+	LIBERIA	+	NORTH MAC...	+	SLOVAKIA	+	UZBEKISTAN
ARMENIA	+	COMOROS	+	GREECE	+	LIBYA	×	NORWAY	+	SLOVENIA	+	VANUATU
AUSTRALIA	+	CONGO	+	GRENADA	+	LIECHTENSTEIN	+	OMAN	×	SOLOMON IS...	+	VENEZUELA
AUSTRIA	+	COSTA RICA	+	GUATEMALA	+	LITHUANIA	+	PAKISTAN	+	SOMALIA	+	VIET NAM
AZERBAIJAN	+	COTE D'IVOIRE	+	GUINEA	+	LUXEMBOURG	+	PALAU	+	SOUTH AFRICA	+	YEMEN
BAHAMAS	+	CROATIA	+	GUINEA-BISS...	+	MADAGASCAR	+	PANAMA	+	SOUTH SUDAN	+	ZAMBIA
BAHRAIN	×	CUBA	+	GUYANA	+	MALAWI	+	PAPUA NEW ...	+	SPAIN	+	ZIMBABWE
BANGLADESH	+	CYPRUS	+	HAITI	+	MALAYSIA	+	PARAGUAY	×	SRI LANKA	+	
BARBADOS	+	CZECHIA	+	HONDURAS	+	MALDIVES	+	PERU	+	SUDAN	×	
BELARUS	×	DEM PR OF K...	+	HUNGARY	+	MALI	+	PHILIPPINES	+	SURINAME	+	
BELGIUM	+	DEM REP OF ...	+	ICELAND	+	MALTA	+	POLAND	+	SWEDEN	+	
BELIZE	+	DENMARK	+	INDIA	+	MARSHALL IS...	+	PORTUGAL	+	SWITZERLAND	+	
BENIN	+	DJIBOUTI	+	INDONESIA	+	MAURITANIA	×	QATAR	×	SYRIAN ARA...	+	
BHUTAN	+	DOMINICA	+	IRAN (ISLAMI...	×	MAURITIUS	+	REP OF KOREA	+	TAJIKISTAN	+	
BOLIVIA	+	DOMINICAN ...	+	IRAQ	×	MEXICO	+	REP OF MOL...	+	THAILAND	+	
BOSNIA-HER...	+	ECUADOR	+	IRELAND	+	MICRONESIA...	+	ROMANIA	+	TIMOR-LESTE	+	
BOTSWANA	+	EGYPT	×	ISRAEL	-	MONACO	+	RUSSIAN FED...	-	TOGO	+	
BRAZIL	+	EL SALVADOR	+	ITALY	+	MONGOLIA	+	RWANDA	+	TONGA	+	
BRUNEI DAR...	+	EQUATORIAL...	+	JAMAICA	+	MONTENEGRO	+	SAINT KITTS...	+	TRINIDAD-TO...	+	
BULGARIA	+	ERITREA	+	JAPAN	+	MOROCCO	+	SAINT LUCIA	+	TUNISIA	+	
BURKINA FASO	-	ESTONIA	+	JORDAN	+	MOZAMBIQUE	+	SAINT VINCE...	+	TURKIYE	+	
BURUNDI	-	ESWATINI	+	KAZAKHSTAN	+	MYANMAR	+	SAMOA	+	TURKMENIST...	+	
CABO VERDE	+	ETHIOPIA	+	KENYA	+	NAMIBIA	+	SAN MARINO	+	TUVALU	+	
CAMBODIA	+	FIJI	+	KIRIBATI	+	NAURU	+	SAO TOME-P...	+	UGANDA	+	

+ IN FAVOUR: 149

- AGAINST:8

X ABSTENTION:14